

SÉNAT

PREMIERE SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1986-1987

Annexe au procès-verbal de la séance du 7 juillet 1987.

RAPPORT D'INFORMATION

FAIT

Au nom de la commission des Affaires économiques et du Plan (1) à la suite d'une mission d'information effectuée au Brésil, du 5 au 19 septembre 1986, afin d'y étudier les relations économiques, commerciales et financières entre la France et ce pays.

Par MM. Pierre JEAMBRUN, Auguste CHUPIN, Jean-Paul CHAMBRIARD, Jean HUCHON, Louis MINETTI, René REGNAULT et Fernand TARDY,

Sénateurs.

(1) Cette commission est composée de : MM. Jean François-Poncet, *président*; Richard Pouille, Marcel Daunay, Robert Laucournet, Philippe François, *vice-présidents*; Serge Mathieu, René Trégouet, Francisque Collomb, Louis Minetti, *secrétaires*; MM. François Abadie, Maurice Arrzckx, Henri Bangéu, Bernard Barbier, Jacques Bellanger, Georges Berchet, Roland Bernard, André Béné, Marcel Bony, Jean Boyer, Jacques Boyer-Andrivet, Jacques Braconnier, Raymond Brun, Robert Calmejane, Paul Caron, Louis de Catuelan, Joseph Caupert, William Chervy, Auguste Chupin, Jean Colin, Marcel Costes, Roland Courteau, Désiré Debavelaere, Lucien Delmas, Rodolphe Désiré, Georges Dessaigne, Pierre Dumas, André Duroméa, Jean Faure, Roland Grimaldi, Rémi Herment, Jean Huchon, Bernard Hugo, André Jarrot, Pierre Jeambrun, Paul Kauss, Pierre Lacour, Gérard Larcher, Guy de La Verpillière, Yves Le Cozannet, Bernard Legrand, Charles-Edmond Lenglet, Maurice Lombard, Paul Malassagne, Louis Mercier, Louis Moinard, Paul Moreau, Georges Mouly, Jacques Moutet, Henri Olivier, Albert Pen, Daniel Percheron, Jean Peyrafitte, Alain Pluchet, André Pourny, Claude Prouvoyeur, Jean Puech, Henri de Raincourt, Jean-Marie Rausch, Michel Rigou, Jean Roger, Josselin de Rohan, André Rouvière, Jean Simonin, Michel Sordel, Raymond Soucaret, Michel Souplet, Fernand Tardy, René Travert.

Rapports d'information. - Brésil - Agriculture brésilienne - Relations économiques franco-brésiliennes.

SOMMAIRE

	Pages
Composition de la Délégation	5
Programme de la mission	7
AVANT PROPOS	11
CHAPITRE PREMIER : La situation générale de l'économie brésilienne	13
1° <i>Un développement financé par l'endettement extérieur</i>	14
a) le miracle brésilien	14
b) la dépendance financière extérieure	16
2° <i>Les plans « cruzado »</i>	18
a) le premier plan cruzado	19
b) le deuxième plan cruzado	22
3° <i>La gestion de la dette extérieure</i>	23
a) la dette publique	23
b) la dette privée	24
4° <i>La persistance de l'instabilité économique</i>	25
a) les données conjoncturelles récentes	25
b) le plan Cruzado novo	29
CHAPITRE II : L'agriculture brésilienne	30
A. — <i>Une puissance agricole mondiale</i>	32
1° Des atouts importants	32
a) les surfaces agricoles disponibles	32
b) une gamme complète de productions	33
2° Des handicaps qui sont peu à peu surmontés	33
a) l'extension des terres cultivables	33
b) la coexistence de deux secteurs agricoles	34
c) les conditions naturelles	36

	Pages
B. — <i>L'analyse par secteurs</i>	37
1° Le soja	38
2° Le café	39
3° Le jus d'orange	39
4° La canne à sucre	39
5° La viande bovine	40
6° Des secteurs déficitaires	40
a) le blé	40
b) les produits laitiers	41
C. — <i>Les échanges agro-alimentaires du Brésil avec la Communauté européenne et la France</i>	41
1° Le commerce agro-alimentaire C.E.E.-Brésil	42
2° Le commerce agro-alimentaire entre la France et le Brésil	43
CHAPITRE III : Les relations économiques franco-brésiliennes	46
A. — <i>Les échanges franco-brésiliens</i>	46
1° Structure et évolution des échanges commerciaux franco-brésiliens	49
2° L'évolution récente des relations bilatérales	50
B. — <i>Les investissements français au Brésil</i>	51
C. — <i>La coopération technique franco-brésilienne</i>	54
1° Orientations générales	55
2° Projets et programmes : actions en cours et perspectives	56
CONCLUSION	57

COMPOSITION DE LA DELEGATION

M. Pierre JEAMBRUN, Président de la délégation.

M. Auguste CHUPIN.

M. Jean-Paul CHAMBRIARD.

M. Jean HUCHON.

M. Louis MINETTI.

M. René REGNAULT.

M. Fernand TARDY.

PROGRAMME DE LA MISSION

VENDREDI 5 SEPTEMBRE

Départ de Paris à 22 h 30 - Vol AF 097.

SAMEDI 6 SEPTEMBRE

- 2 H 30 : Arrivée à Recife.
- 10 H 00 : Départ pour une visite de la ville historique d'Olinda.
- 13 H 30 : Entretien avec le Maire de Recife, M. Jarbas Vosconcellos.
- 18 H 00 : Exposés sur la circonscription consulaire du Nord-Est par le Consul général et le Chef du poste d'expansion économique.
- 19 H 00 : Conférence de Mme Tania Bacelar, Chef du département de planification à la Sudene (surintendance du Nordeste).

DIMANCHE 7 SEPTEMBRE

Entretiens avec des Ministres et des fonctionnaires de l'Etat de Pernambuco.

LUNDI 8 SEPTEMBRE 1986

- 01 H 45 : Arrivée à Manaus.
- Matinée et après-midi : Visite de la mine d'étain de Pitinga.
- 20 H 00 : Dîner avec des industriels brésiliens et français.

MARDI 9 SEPTEMBRE

- 14 H 30 : Départ de Manaus à destination de Brasilia.
- 18 H 10 : Arrivée à Brasilia.

MERCREDI 10 SEPTEMBRE

- 10 H 00 : Audience de M. José Fragelli, Président du Sénat, Président A.I. de la République du Brésil, au palais du Planalto.
- 11 H 00 : Réunion et entretien avec quelques parlementaires réunis autour du Président en exercice du Sénat fédéral M. Enéas Faria.
- 12 H 30 : Déjeuner offert par le Président en exercice du Sénat fédéral.
- 15 H 00 : Entretien au ministère des Relations extérieures avec le Ministre des relations extérieures M. Roberto de Abrem Sodre.
- 20 H 30 : Diner offert par l'Ambassadeur, M. Bernard Dorin, en l'honneur de M. le Président de la République.

JEUDI 11 SEPTEMBRE

- 9 H 00 : Départ de Brasilia pour une visite guidée d'une station de recherche de l'Embrapa (Institut brésilien de recherche pour l'agriculture et l'élevage). Déjeuner dans une exploitation agricole des environs de Brasilia.
- 18 H 30 : Départ pour Iguassu.
- 21 H 20 : Arrivée à Iguassu.

VENDREDI 12 SEPTEMBRE

- 10 H 00 : Visite d'une exploitation agricole.
- 16 H 00 : Visite guidée du barrage d'Itaipu.

SAMEDI 13 SEPTEMBRE

17 H 45 : Départ à destination de Sao Paulo.

19 H 05 : Arrivée à Sao Paulo.

DIMANCHE 14 SEPTEMBRE

Matinée et après-midi : Visite guidée d'une plantation de café située à Bragança Paulista, à 80 km de Sao Paulo.

LUNDI 15 SEPTEMBRE

Après-midi : Entretien avec le Gouverneur de l'Etat de Sao Paulo, M. Montoro.

MARDI 16 SEPTEMBRE

10 H 00 : Entretien avec M. Janos Quadros, Maire de Sao-Paulo, ancien Président de la République.

11 H 00 : Entretien avec Mgr A. Paulo Evaristo Arns, archevêque de Sao- Paulo.

Après-midi:Visite de "l'Estado de Sao Paulo", deuxième quotidien brésilien.

19 H 30 : Réception offerte par le Consul général à sa résidence en l'honneur de la délégation.

MERCREDI 17 SEPTEMBRE

10 H 00 : Entretiens à la F.I.E.S.P. (Fédération des Industries de l'Etat de Sao-Paulo).

12 H 30 : Déjeuner-débat organisé par la Chambre de commerce et d'industrie franco-brésilienne.

17 H 45 : Départ à destination de Rio de Janeiro.

18 H 45 : Arrivée à Rio de Janeiro.

JEUDI 18 SEPTEMBRE

Matinée : Rencontre avec des représentants de la chambre de commerce franco-brésilienne suivie d'un déjeuner.

Après-midi : Visite du centre urbain et des installations portuaires

Soirée : Réception du Consul général.

VENDREDI 19 SEPTEMBRE 1986

Matinée : Visite des studios de la GLOBO suivie d'un déjeuner offert par le Président de la chaîne.

SAMEDI 20 SEPTEMBRE 1986

Départ pour Paris.

AVANT-PROPOS

Mesdames, Messieurs,

Il y a déjà plus de dix ans, votre commission des Affaires économiques et du Plan avait envoyé une mission d'information afin d'étudier l'économie brésilienne. Le rapport de cette mission prévoyait un développement important du Brésil tout en relevant les faiblesses traditionnelles de cette économie : inflation récurrente et insuffisante orientation de l'épargne vers les investissements productifs.

Plus d'une décennie plus tard, cette situation a-t-elle évolué ?

La mission d'information qui s'est rendue au mois de septembre 1986 dans ce pays afin d'étudier l'évolution des relations franco-brésiliennes, a pu tout d'abord constater le haut niveau de développement atteint par le Brésil.

Il y a vingt ans, cette nation était la cinquantième puissance industrielle du monde ; elle est aujourd'hui la huitième. Il y a vingt ans, le secteur industriel ne représentait pas le dixième de la valeur des exportations brésiliennes ; il en représente aujourd'hui les deux tiers.

Ces quelques données permettent de mesurer l'importance de l'effort accompli par une nation qui est trop souvent présentée à l'opinion en fonction des difficultés financières qu'elle connaît et non de ses progrès économiques spectaculaires.

Néanmoins, la mission n'a pas manqué d'observer les problèmes auxquels est confronté le développement de l'économie brésilienne. Pour l'essentiel, ceux-ci se résument à un triple constat.

L'inflation, un moment ralentie par l'application des deux plans de redressement lancés en 1986 se développe à nouveau.

La charge de la dette extérieure réduit le montant de l'épargne disponible pour le financement de l'économie.

La croissance brésilienne a laissé subsister de larges zones de pauvreté.

Compte tenu de ces difficultés et de l'effervescence politique due à un retour à la démocratie qu'il convient de saluer, votre délégation a été particulièrement sensible à la chaleur et à la disponibilité de l'accueil qu'elle a reçu tant des autorités brésiennes que des représentants de la France dans ce pays.

La mission s'est plus particulièrement intéressée à trois sujets : la situation générale de l'économie brésilienne, l'agriculture et l'état des relations économiques franco-brésiennes.

CHAPITRE I

LA SITUATION GENERALE DE L'ECONOMIE BRESILIENNE

Le Brésil est, suivant une expression consacrée, un pays continent. Sa superficie de 8,5 millions de km² représente 16 fois celle de la France et près de la moitié de celle de l'Amérique du Sud.

Les distances entre la façade atlantique et la cordillère des Andes ou entre le Nord et le Sud du pays sont à l'échelle d'un pays dont la surface est supérieure à celle de l'Europe.

Le poids de sa population qui a crû en vingt ans de 80 millions d'habitants a près de 140 millions place également le Brésil parmi les dix premières puissances mondiales. Les ressources naturelles sont également élevées : le Brésil est entre le premier et le dixième rang mondial pour le tungstène, le titane, l'uranium, le chrome, la bauxite, le fer et le manganèse. Avec le bassin de l'Amazone, le pays possède le deuxième potentiel hydroélectrique du monde.

Sur le plan économique, le Brésil est la huitième puissance mondiale.

En matière industrielle, le pays est le deuxième constructeur naval, le sixième constructeur d'armements, le septième producteur d'acier et le huitième producteur automobile du monde.

En matière agricole, le pays est le premier producteur mondial de café, de canne à sucre et de manioc, le deuxième de soja, de cacao et d'orange et le troisième de maïs et de tabac.

Ces quelques données donnent la mesure de l'importance économique d'un pays dont on rappellera à nouveau qu'il était, il

y a un peu plus de vingt ans, au cinquantième rang économique du monde.

Mais ce développement ne s'est pas effectué harmonieusement.

D'une part, une fraction de la population est restée à l'écart des bénéfices de la croissance. Les taux de scolarisation, d'assistance médicale, de mortalité infantile et le revenu par tête d'habitant apparentent le Brésil à un pays du tiers monde. Cette inégalité de développement, qui constitue un problème social grave est également source de difficultés économiques car les secteurs les plus modernes de l'économie souffrent aujourd'hui du manque de main d'oeuvre qualifiée.

D'autre part, le développement du pays s'est concentré, jusqu'à une date récente, vers le sud du pays et plus spécialement dans l'état de Sao Paulo qui ne couvre 3 % du territoire, mais comprend 21 % de la population et assure plus de la moitié de la production industrielle. Ce déséquilibre entre le nord et le sud du pays se double d'une très forte concentration urbaine puisque 72 % de la population habite les grandes métropoles du nombre desquelles les conurbations de Rio (10 à 12 millions d'habitants) et surtout de Sao Paulo (15 millions d'habitants actuellement et près de 26 millions dans quinze ans).

En définitive, le Brésil semble être à un point d'équilibre entre la nation industrielle et moderne dont votre délégation a pu observer le développement et un pays dont certains aspects ressortissent aux économies du tiers monde.

1) Un développement financé par l'endettement extérieur.

a) Le miracle brésilien.

Dans les années soixante, la stratégie de développement de l'industrie brésilienne reposait sur trois objectifs :

- la recherche d'une autonomie technologie ;

- l'orientation du système industriel vers les marchés extérieurs ;

- le dégagement d'une capacité de financement à partir de l'épargne intérieure.

Sans être totalement suivi, surtout sur le dernier point, ce schéma a abouti, de 1967 à 1973, à des taux de croissance annuelle de la production industrielle de 11 % et à des taux de progression de la production intérieure brute par habitant de près de 4,5 % par an. Pour situer, sur la base de cette dernière donnée, l'importance de cet essor économique, il convient de rappeler que la croissance démographique brésilienne approchait pendant cette période le taux de 3 % par an.

Au total, et contrairement à la plupart des pays en voie de développement, le Brésil a réussi à conjuguer le maintien d'une forte expansion de sa population avec l'accroissement du pouvoir d'achat de cette population. Aujourd'hui, le produit intérieur brut par habitant du Brésil est quatre fois supérieur à la moyenne de celui des pays du tiers monde.

Mais avant même le déclenchement de la crise pétrolière, cette croissance a fait appel au financement extérieur dans des proportions très importantes.

L'endettement extérieur qui n'était que de 3 milliards de dollars en 1964 approchait les 13 milliards en 1973.

Parallèlement, la part des importations a augmenté de façon très préoccupante pour doubler dans la plupart des secteurs des biens d'équipements.

Néanmoins ce développement des importations n'a pas empêché une amélioration des termes de l'échange commercial au bénéfice de l'économie brésilienne (+ 20 % entre 1967 et 1973).

La crise pétrolière de 1973 a remis en cause ces acquis en détériorant les équilibres commerciaux mais surtout en accroissant l'endettement extérieur (entre 1973 et 1975 la dette extérieure est passé de 12,5 à 21,2 milliards de dollars).

Dès 1978, le Brésil était déjà contraint de consacrer 5 % de son produit intérieur brut et 75 % des devises issues de ses exportations à l'amortissement de la dette (1).

(1) Cf. pour l'analyse de ces problèmes dans "Le Brésil après le miracle" de M. Celso FURTADO - Editions de la Maison des sciences de l'homme - Paris.

b) La dépendance financière extérieure.

. La réduction de la dépendance pétrolière.

Au début des années quatre-vingt, le Brésil a mené une politique d'amélioration de sa balance pétrolière qui a porté peu à peu ses fruits au milieu de la décennie.

	1984	1985	1986
<i>Approvisionnement (en millions de tonnes) :</i>			
Production de brut	23,7	28,1	30,8
Importations de brut	32,2	27,2	24,2
Importations nettes (produits dérivés inclus)	25,2	22,3	18,5
Autosuffisance en pourcentage	48,5	55,8	62,5
Prix du baril (en dollars)	28,6	27,4	20,9
<i>Commerce (en milliards de dollars) :</i>			
Importations de brut	6,7	5,4	3,7
Importations nettes	5,1	4,3	2,7

Cette action a été rendue possible par une meilleure exploitation des ressources pétrolières du pays mais également par la recherche d'une autosuffisance énergétique qui s'est traduite par la mise en place du plan Pro- alcool. On trouvera le détail du bilan économique de ce plan dans l'excellent rapport publié par M. Claude BIRRAUX, député, au nom de la commission de la production et des échanges de l'assemblée nationale (A.N. n° 560, première session ordinaire de 1986-1987).

En dépit du fait que les équilibres d'ensemble de ce plan aient été calculés sur la base d'un prix du pétrole de 34 dollars le baril -soit près de deux fois plus qu'actuellement, ses effets n'ont

pas été négligeables puisqu'ils ont abouti à des économies de devises actuellement supérieures à un milliard de dollars par an.

Ces dernières années, la facture pétrolière n'a plus représenté que le cinquième des dépenses d'importation du Brésil contre la moitié au début de la décennie.

. La politique d'austérité.

De 1981 à 1985, sur la demande du F.M.I., le Brésil a mené une politique d'austérité qui s'est caractérisée une double restriction de la demande et des importations.

Dans ces conditions, les équilibres extérieurs se sont stabilisés à des niveaux admissibles comme en témoignent les données qui suivent, extraites d'un article publié par le "Banker" de Londres et traduit à la Documentation française.

BALANCE DES PAIEMENTS COURANTS

(En milliards de dollars.)

	1982	1983	1984	1985	1986
Exportations	20,1	21,8	27,0	25,6	26,1
Importations	19,3	15,4	13,9	13,2	13,3
Balance commerciale	0,8	6,4	13,1	12,4	12,8
Invisibles	- 15,5	- 12,6	- 12,6	- 13,1	- 12,3
Balance courante	- 14,7	- 6,2	0,5	- 0,7	0,5

Cet effort de réduction des déficits et ses limites rend compte des difficultés actuelles du Brésil. Les excédents de balance commerciale supérieurs depuis trois ans à 10 milliards de dollars ont été entièrement affectés au service des seuls intérêts de la dette : 11,4 milliards en 1984, 11,7 milliards en 1985 et 10,3 milliards en 1986 et 1987.

Le tableau suivant met en évidence le poids des intérêts qui constituent aujourd'hui près du tiers de la dette évaluée à 101 milliards de dollars.

COMPOSITION DE LA DETTE EXTERIEURE

(En milliards de dollars.)

	1983	1984	1985	1986	1987
Court terme	10,3	10,9	9,8	8,8	8,5
Moyen et long terme	81,3	91,1	92,1	92,5	93,3
Total	91,6	102	101,9	101,3	101,8
Pourcentage à court terme	11,2	10,7	9,6	8,7	8,3
Pourcentage à taux flottants ...	75	78	79	79	79
Amortissement (moyen et long terme)	7,7	7,8	9,8	13	14,1
Intérêts (bruts)	10,3	11,4	11,7	16,3	10,3
Total	18	19,2	21,5	23,3	24,4
Exportations de biens et de services	24,3	30,2	28,9	29,3	30,2
Ratio du service de la dette (en pourcentage)	74,1	63,1	74,4	79,5	80,8
Pourcentage des seuls intérêts ..	42,4	37,7	40,5	35,2	34,1
Réserves de change	4,6	11,9	11,6	12,5	

2) Les plans " cruzado ".

Les contraintes de développement du Brésil tiennent en peu de termes.

D'une part, la progression de la population à un taux supérieur à 2 % l'an implique le maintien d'une croissance élevée.

D'autre part, le financement de cette croissance n'est plus acquis, parce que le Brésil ne peut plus s'endetter à l'extérieur et

qu'il doit affecter les ressources nées de ces exportations à l'amortissement de sa dette.

Par ailleurs, la mobilisation de l'épargne interne s'est toujours effectuée dans des conditions curieuses. Puisque depuis plus de vingt ans le Brésil a enregistré des taux annuels d'inflation de près de 200 % l'an, dans le cadre de laquelle l'épargne était protégée, tant bien que mal, par un système d'indexation.

Enfin, au début de l'année 1986, les autorités nouvellement élues du Brésil ne pouvaient pas pratiquer les politiques de compression de la demande menées pendant cinq ans par le précédent pouvoir militaire.

Dès lors, le premier et le second plan cruzado se sont fixés des objectifs en apparence contradictoires, briser le cycle inflationniste et satisfaire la demande interne sans accentuer l'endettement extérieur.

a) Le premier plan cruzado.

. Le dispositif.

Le 28 février 1986, le gouvernement brésilien a adopté les mesures suivantes :

- blocage des prix,
- conversion monétaire, le nouveau cruzado se substituant à l'ancien cruzeiro dans la proportion de 1 pour 1 000,
- suppression des indexations,
- et une augmentation des salaires en termes réels.

. Les conséquences.

- La hausse du pouvoir d'achat.

Dans un pays où le taux d'inflation atteignait tendanciellement près de 400 % l'an, la première de ces mesures a un effet psychologique d'autant plus indéniable que le

gouvernement a demandé à la population de faire respecter ce blocage.

Dès lors, le pouvoir d'achat d'une très grande partie de la population a été stimulé par la convergence du blocage nominal des prix et de l'augmentation des salaires en termes réels.

Il en est résulté un très fort accroissement de la consommation en particulier dans les secteurs des biens d'équipements des ménages en télévision, électroménager, automobile dont le consommateur brésilien avait été frustré pendant la période d'austérité.

- La reprise de la croissance.

Avec un taux de 12 % supérieur à celui de la période de référence de l'année précédente, les six mois qui ont suivi concernant le premier cruzeiro ont été caractérisés par une reprise sans précédent de la croissance de la production industrielle.

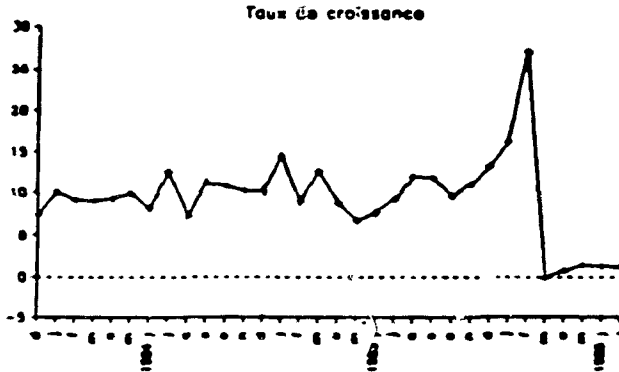
En parallèle, le taux de sous-emploi -c'est-à-dire le rapport des personnes percevant moins du salaire minimum à la population active- a diminué de près de 25 % en six mois.

- La diminution de l'inflation.

Comme en témoigne le graphique ci-après, communiqué par l'Institut brésilien des statistiques, l'indice de progression des prix à la consommation, qui avoisinait une pente de 400 % l'an en février 1986, a diminué de près de 10 fois pour atteindre sur les quatre mois suivants une croissance de l'ordre de 2 à 3 % par mois. Cet indice peut paraître élevé sous nos latitudes mais a constitué un progrès exceptionnel pour le Brésil.

INDICE MENSUEL DES PRIX À LA CONSOMMATION

Taux de croissance.



- Les effets pervers : les tensions sur l'appareil de production.

Compte tenu du développement de la consommation, des goulots d'étranglement sont apparus dès l'été 1986 dans l'appareil de production puisque l'industrie brésilienne fonctionnait à la limite de ses capacités.

Parallèlement, le blocage des prix n'a pas incité les industriels à développer leur capacité de production, d'autant plus que les loyers de l'argent avaient été maintenus à un taux élevé afin de protéger la constitution d'une épargne interne.

Dès lors, des phénomènes de pénurie se sont manifestés et se sont accentués, aussi bien pour les produits de consommation courante que pour les biens d'équipements ménagers.

Le mécanisme s'est étendu à l'agriculture pour aller jusqu'au paradoxe : dans ce pays comptant plus de 120 millions de têtes de bovins on ne trouvait que peu de viande de boeuf à la consommation. .

Le gouvernement a eu recours à des importations compensatrices. Mais ces mesures ont été insuffisantes d'autant plus que la contrainte extérieure limitait par avance leur volume.

b) Le deuxième plan cruzado.

Après les élections de novembre 1986, le nouveau gouvernement, dont la composition était proche de l'ancien, a arrêté une série de mesures destinées à relancer la production, fût-ce au prix d'une reprise de l'inflation.

En négatif, les augmentations de prix décidées alors sont assez représentatives de l'importance des restrictions de production qui avaient suivi le premier plan cruzado :

- voitures automobiles : + 80 %,
- motos : + 70 %,
- cigarettes : + 45 à + 120 %,
- boissons : + 100 %,
- médicaments : + 20 %,
- sucre : + 25 %,
- carburants : + 60 %,
- téléphone : + 35 %,
- tarifs postaux : + 80 %,
- électricité : + 35 %.

Ces augmentations de prix étaient assorties de mesures d'amnisties fiscales et douanières afin d'encourager le retour des capitaux et leur réorientation vers l'investissement.

Dans l'ensemble, le second plan cruzado a été un échec, en particulier parce qu'il a abouti à une reprise de l'inflation, dans un premier temps sur des bases moins élevées qu'antérieurement, mais qui deviennent actuellement très inquiétantes.

Le Brésil a donc été à nouveau confronté au début de 1987 avec les problèmes de gestion de son endettement extérieur, d'autant plus que les importations de 1986 ont réduit de plus de trois milliards de dollars l'excédent commercial qui était affecté au service de cette dette.

3) La gestion de la dette extérieure.

La dette brésilienne qui était évaluée au début de cette année à plus de 100 milliards de dollars (de 101 à 108 milliards suivant les modes de calcul) fait du Brésil le second débiteur international après les Etats-Unis.

a) La dette publique.

Le 21 janvier, et après de dures négociations, le Brésil est parvenu à un accord avec les 14 pays membres du Club de Paris. Cet accord prévoit les conditions de rééchelonnement des arriérés en principal et en intérêts de la dette publique brésilienne dus au titre de 1985 et 1986.

Les échéances en principal des 6 premiers mois de 1987 seront également rééchelonnées, mais sous réserve que le FMI formule un avis positif sur la situation économique brésilienne avant le 30 juin. Par ailleurs, le Brésil s'engage à devenir "courant", c'est-à-dire à honorer à due date tous ses engagements vis-à-vis du Club de Paris, à partir du 1er juillet 1987.

Il s'agit d'un accord exceptionnel, non pas tant dans ses modalités - somme toute assez rigoureuses- que dans son principe. Il intervient en effet pour la première fois sans qu'un accord de confirmation ait été préalablement donné par le FMI. Toutefois, ce succès pour le Brésil paraît très provisoire ; en effet, la condition mise au rééchelonnement du premier semestre 1987 -une appréciation positive du Fonds sur l'économie brésilienne- sera difficile à satisfaire et surtout, les créanciers ont précisé très clairement que tout nouveau rééchelonnement serait impérativement conditionné à un accord formel avec le FMI. Or, dans les circonstances actuelles, il apparaît très peu probable que le Brésil soit en mesure de redevenir "courant" et donc de se passer de rééchelonnement à partir du 1er juillet.

b) La dette privée.

Mais la dette brésilienne -contrairement à celle de nombreux pays du Tiers monde- concerne pour les deux tiers des institutions bancaires privées.

La plupart des grands systèmes bancaires sont concernés et, au premier rang, ceux des États-Unis, du Japon et du Royaume-Uni.

LE RISQUE BRÉSILIEN DANS LE BILAN DES BANQUES

(En milliards de dollars.)

U.S.A.	18,6
Japon	8,8
Royaume-Uni	8,5
France	6,1
Canada	4,7
R.F.A.	3,7
Suisse	1,5

Le Brésil, depuis son retour à la démocratie, a considéré que la tutelle du Fonds Monétaire International sur sa gestion interne n'était pas acceptable. Ceci d'autant plus que les remboursements du principal de la dette ne sont pas assurés puisque le pays doit affecter les sommes qu'il consacre à cette action au seul service des intérêts, dont les montants cumulés représentent près du tiers du volume de la dette.

Les résultats de novembre 1986 qui ont porté au pouvoir une coalition hostile à ce que les Brésiliens estiment être un impôt sur leur développement ont renforcé cette tendance.

En dépit des accords de Paris qui prévoyait qu'une certaine souplesse dans la gestion du tiers monde, le système bancaire international a refusé un rééchelonnement significatif de la dette contrairement aux débiteurs publics.

L'affichage de cette rigidité, dans un contexte où l'ensemble des pays débiteurs sud-américains met en cause le gonflement

artificiel des créances, a abouti à un durcissement de la position brésilienne.

Le 20 février dernier, le gouvernement brésilien décidait de suspendre unilatéralement le versement des intérêts de sa dette à long et moyen terme envers les banques commerciales.

Le 26 février, le gouvernement a également décidé de bloquer les crédits à court terme accordés par les banques étrangères, d'un volume de 14 milliards de dollars, afin d'éviter que celles-ci ne puissent prendre des mesures de rétorsions à la suite de la suspension du paiement des intérêts de la dette à moyen et long terme.

Malgré la détérioration de la situation, un compromis semble possible.

D'une part, parce que les principales banques commerciales américaines ont commencé à prévisionner le risque brésilien dans leur bilan.

D'autre part, parce que le Brésil dont un fort pourcentage de la dette est à taux flottant bénéficie -sous réserve d'une inversion de tendance- de la baisse des taux d'intérêts mondiaux.

4) La persistance de l'instabilité économique.

a) Les données conjoncturelles récentes.

- L'inflation.

Au mois de janvier 1987, l'Indice national des Prix au Consommateur (INPC), qui depuis le mois de novembre dernier est devenu l'indice officiel de l'inflation, remplaçant l'Indice des Prix au Consommateur Amplifié (IPCA), a progressé de 16,82 %, record historique en matière d'inflation officielle. L'IPCA accusait sur la même période une hausse de 13,21 %. Cumulée sur les 11 mois du Plan Curzado (mars 1986 à janvier 1987), l'inflation atteint 42,7 %. Les dépenses personnelles (réajustement du prix des cigarettes), d'alimentation, de

transport on exercé une pression notable sur la hausse de cet indice.

L'indice officiel de l'inflation (INPC) du mois de février 1987 s'établit à 13,94 % :



Indices des prix à la consommation

Variation sur un mois.

Source IBGE

- La production industrielle.

La production industrielle du Brésil a progressé de 10,9 % sur l'ensemble de l'année 1986, croissance record de ces 10 dernières années. Elle est le résultat du rythme soutenu des exportations au cours du premier semestre et de la relance du marché intérieur imputable à la mise en place du Plan Cruzado. L'expansion des biens de consommation durables (+ 15,1 % en 1985 et + 20,3 % en 1986) et celle des biens d'équipement (respectivement + 12,2 % et + 21,6 %) a été la plus marquée. Cette progression de la production industrielle ne doit pas occulter deux tendances : une demande élevée qui a conduit à la pleine utilisation de la capacité installée dans de nombreux secteurs ; la surchauffe de l'économie qui a provoqué la disparition de certains produits et matières premières, l'apparition d'un marché parallèle ("agios") et l'élévation des taux de crédit. Ceci a entraîné, dès septembre dernier, une décélération de la croissance industrielle, ainsi que le montrent les résultats ci-dessous.

Mois 1986	Taux de croissance par rapport au même mois 1985
Septembre	16,00
Octobre	10,50
Novembre	8,20
Décembre	7,00

Rappelons que la croissance de la production industrielle avait été de - 5,4 % en 1983, + 7 % en 1984 et + 8,4 % en 1985.

- Le chômage.

Le taux de chômage, au mois de janvier 1987, s'est élevé à 3,2%. Selon le ministère du Travail, le niveau de l'emploi, dans l'ensemble du pays enregistre un certain tassement en janvier 1987 par rapport à la même période de l'année précédente: 91.156 emplois avaient été créés en janvier 1986, soit une progression de 0,46 % contre 49.908 en janvier 1987, soit une augmentation de 0,24 % en partie constatée dans l'industrie de transformation et les services. En outre, le commerce, au cours de cette même période, accuse une baisse significative du niveau de l'emploi, de l'ordre de - 0,6 %, correspondant à la suppression de 17.900 postes de travail.

Quelques chiffres significatifs permettent de refléter la faible tenue du marché de l'emploi :

Septembre 1985 : 126.000 créations d'emploi ;

Septembre 1986 : 123.000 créations d'emploi ;

Octobre 1985 : 157.000 créations d'emploi ;

Octobre 1986 : 116.000 créations d'emploi ;

Novembre 1985 : 158.000 créations d'emploi ;

Novembre 1986 : 95.000 créations d'emploi ;

Janvier 1986 : 91.000 créations d'emploi ;

Janvier 1987 : 50.000 créations d'emploi.

- Le taux de change.

Depuis le mois de novembre dernier, après autorisation du gouvernement donnée à la Banque centrale, le taux de change est devenu flottant, des mini-dévaluations d'environ 0,5 % actuellement étant pratiquées au jour le jour par rapport au dollar. C'est ainsi que le Cruzado a été dévalué de 0,75 % en novembre, de 5,23 % en décembre, de 10,7 % en janvier, de 19,70 % en février et de 11,87 % en mars.

TAUX DE CHANGE A LA VENTE CRUZADO/DOLLAR U.S.

Cotation du dernier jour du mois.

	1986		1987		Différentiel : en pourcentage
	Officiel	Parallèle	Officiel	Parallèle	
Août	13,84	23,00			
Septembre	13,84	25,10			
Octobre	14,09	27,50			
Novembre	14,20	28,50			
Décembre	14,94	27,20			
Janvier			16,45	25,70	60,25
Février			19,90	32,00	62,62
Mars			22,034	29,50	38,52

Le différentiel entre le taux de change officiel et parallèle qui était de 60 % au mois de janvier 1987 n'est plus que de 38,52 % au mois de mars.

En outre, ces mini-dévaluations traduisent la volonté du gouvernement de venir en aide aux exportateurs face à la chute de l'excédent de la balance commerciale qui varie à la baisse depuis la mi-octobre.

b) Le plan Cruzado novo.

Le 12 juin 1987, le gouvernement brésilien a lancé un plan intitulé "Cruzado novo".

Ce train de mesures a pour premier objectif de stimuler une économie fortement déséquilibrée par une inflation de l'ordre de 125 % au cours des cinq premiers mois de l'année -ce qui représente un rythme annuel de 300 %-et par un brutal ralentissement de l'appareil de production.

Il est prévu :

- un blocage, pour une durée de trois mois, des prix, des salaires et des loyers ;
- dans la phase ultérieure, une période de liberté surveillée des prix ;
- un important programme de réduction des déficits publics.

Cette dernière mesure présente un caractère particulièrement intéressant puisque c'est la première fois que le gouvernement brésilien entend s'attaquer réellement à la dépense publique dont les économistes s'accordent à reconnaître qu'elle est excessive.

Dans ce cadre, le gouvernement a notamment décidé de différer, d'ici à un an, 16 milliards d'investissements d'infrastructure. L'objectif final étant, dans un délai de 9 mois, de réduire le déficit public de 6,7 % du produit intérieur brut à 3,5 %.

Enfin, une nouvelle dévaluation du cruzado a été décidée afin de stimuler fortement les exportations.

Ce programme, qui va dans le sens d'un assainissement de la situation du Brésil, permettra probablement d'envisager plus favorablement les négociations qui commencent à être menées très prudemment avec les principaux créanciers privés du pays.

CHAPITRE II

L'AGRICULTURE BRÉSILIENNE

Au cours de sa mission, votre délégation a visité plusieurs exploitations agricoles ainsi que des centres de recherche. Ses interlocuteurs brésiliens ont eu à cœur, de montrer les secteurs les plus modernes de leur économie en matière d'élevage ou de cultures d'exportation comme le soja ou le café.

Mais ce secteur avancé qui correspond à une réalité du Brésil moderne, coexiste en matière agricole avec des zones de très faible technologie agricole.

Dans ces conditions, il est remarquable que le Brésil soit devenu une des premières puissances agricoles mondiales.

Dans une très intéressante étude datée de juillet 1986, l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture a entrepris une analyse des forces et faiblesses de l'agriculture brésilienne dont sont issues beaucoup des données chiffrées qui figurent ci-après.

*** ***

Les principales composantes de la production agricole brésilienne sont les suivantes :

Productions (1 000 t)	1984	1985
Haricot noir	2 614	2 547
Manioc	21 289	23 073
Riz	9 022	9 019
Maïs	21 174	22 017
Blé	1 956	4 247
Soja	15 536	18 278
Canne	222 716	245 904
Café	2 679	3 753
Cacao	345	419
Viande bovine	2 300	2 400
Lait (milliards de litres)	11,8	11,4
Volaille	1 300	1 500
Orange (en millions de fruits)	64 612	70 996

Comme il l'a déjà été souligné, le Brésil est au premier rang dans le monde pour le café et la canne à sucre, au deuxième pour le soja et le cacao, et au troisième pour le maïs et le tabac.

A cela, il convient d'ajouter que le bassin de l'Amazone, qui supporte la plus grande forêt mondiale, est une source d'exportation de bois. A titre d'illustration, ces exportations ont atteint 7 milliards de francs en 1984, ce qui représente plus de 10 % de l'excédent commercial du Brésil la même année.

Dans son ensemble, la balance agricole du Brésil enregistre des excédents considérables : 8,6 milliards de dollars en 1985 qui, en donnée brute, constituent 75 % d'un excédent commercial évalué à 12,4 milliards de dollars pour le même exercice.

Dans ces conditions, on ne s'étonnera pas que le Brésil soit une puissance agricole de premier plan, réalité confirmée par l'analyse de ses secteurs d'exploitation et de ses échanges commerciaux.

A. - UNE PUISSANCE AGRICOLE MONDIALE

Le poids du Brésil dans la production agricole mondiale s'explique à la fois par des atouts naturels importants et par l'effort accompli, depuis plusieurs décennies, des autorités brésiliennes afin de surmonter certains handicaps.

1) Des atouts importants.

a) Les surfaces agricoles disponibles.

Sur une superficie totale de 8,5 millions de km², seuls 450 000 km² sont exploités, ce qui correspond à peu près aux 4/5e de la surface d'ensemble de notre pays pour une population qui est à peine 2,5 fois supérieure.

Cette sous exploitation (cf infra) s'explique largement par le mode de développement du Brésil qui a privilégié, pendant plusieurs siècles, l'exploitation intensive de la bande côtière et qui s'est limité à des modes extensifs de production extensive dans l'intérieur du pays.

Mais l'immensité du territoire compense l'insuffisance du taux d'exploitation des terres et offre des possibilités de cultures d'autant plus intéressantes qu'elles sont diversifiées.

b) Une gamme complète de productions.

La distance qui sépare le Nord du Brésil, situé au-desus de l'Equateur, du Sud du pays, qui se trouve en-deçà du tropique du Capricorne, est de l'ordre de 4 300 km. Cet écart entre deux latitudes extrêmes constitue un des atouts de l'agriculture brésilienne puisqu'il permet de faire coïncider plusieurs zones de productions complémentaires.

Au Nord et à l'Ouest, la forêt amazonienne dont les déboisements n'ont guère affecté que 6 % de l'étendue.

Au Nord et à l'Est, le Nordeste qui a toujours été la région traditionnelle d'exploitation des produits tropicaux (canne à sucre et cacao).

Au centre et au centre-ouest, des étendues de savane semi-arides qui correspondent à des zones d'élevage bovin extensif.

Au Sud, dans les Etats de Sao Paulo, du Parana, de Santa Catarina et du Rio Grande do sul, des régions d'agriculture comparables à celles des pays tempérés.

Mais ces atouts naturels sont compensés par des handicaps contre lesquels les autorités brésiennes s'efforcent de lutter.

2) Des handicaps qui sont peu à peu surmontés.

a) L'extension des terres cultivables.

Les régions du Centre-ouest -qui sont celles qui entourent le plateau central près de Brasilia- n'ont fait, jusqu'à une période récente, l'objet que d'une exploitation extensive sous forme d'élevage de bovins.

Depuis une dizaine d'années, le gouvernement brésilien s'est efforcé de lancer plusieurs programmes qui ont pour but la

mise en valeur intensive de ces zones sur la base de cultures soit vivrières, soit destinées à l'exportation (maïs, riz, café, soja).

L'ensemble de ces projets concernera d'ici l'an 2000, des surfaces de l'ordre de 10 millions d'hectares.

b) La coexistence de deux secteurs agricoles.

Le Brésil est marqué par la cohabitation de deux agricultures : l'une, industrielle et moderne, caractérisée par un fort taux de capitalisation et une productivité qui, bien qu'inférieure à celle des pays européens, s'accroît constamment ; l'autre, archaïque, formée de petites exploitations et orientée vers la subsistance immédiate.

Comme le montrent les tableaux suivants, les exploitations de 10 000 hectares ne représentaient que 0,1 % du nombre des exploitations en 1980 mais 16,3 % des terres cultivables, alors que les exploitations de moins de 10 hectares représentaient 50 % du nombre des productions et 2,5 % du nombre des terres cultivables :

RÉPARTITION DES EXPLOITATIONS AGRICOLES SELON LEUR TAILLE

Surface représentée.

Taille	1960		1980	
	milliers	pourcentage	milliers	pourcentage
Moins de 10 ha	5 952	2,4	9 004	2,5
de 10 à - de 100 ha ..	47 566	19,0	64 494	17,7
de 100 à - de 1 000 ha ..	86 029	34,4	126 799	34,8
de 1 000 à - de 10 000 ha ..	71 420	28,6	104 548	28,7
de 10 000 ha et +	38 893	15,6	60 007	16,3
Total Brésil	249 862	100	364 854	100

Nombre d'exploitation.

Taille	1960		1980	
	milliers	pourcentage	milliers	pourcentage
Moins de 10 ha	5 952	44,8	2 598,0	50,4
de 10 à - de 100 ha ..	47 566	44,7	2 016,7	39,1
de 100 à - de 1 000 ha ..	86 029	9,4	488,5	9,5
de 1 000 à - de 10 000 ha ..	71 420	0,9	45,4	0,9
de 10 000 ha et +	38 893	0,2	2,3	0,1
(Total Brésil)	3 337,8	100	5 159,8	100

Ce qui frappe à la comparaison des données de 1960 et de 1980, est probablement l'invariance des situations. Le Brésil, pour des raisons aisément compréhensibles qui tiennent à la nécessité de nourrir les producteurs pauvres, en particulier dans les régions sèches du Nordeste, n'a pas réussi à augmenter significativement la surface de ses grandes exploitations. A titre d'illustration, les exploitations moyennes pour le pays, de 1 000 à 10 000 hectares, représentaient 28,6 % des surfaces en 1960 et 28,7 % en 1980. A l'opposé, le pays a toujours hésité à s'engager dans une véritable réforme agraire -source de tensions politiques et d'explosion sociale.

Dans ces conditions, les autorités brésiliennes ont préféré soutenir l'agriculture par deux types de mécanismes. D'une part,

la fixation de prix minima déterminés par la compagnie de financement de la production (C.F.P.) qui est l'équivalent du FEOGA et l'octroi de prêts à des taux bonifiés ; d'autre part, par la valorisation et la vulgarisation des technologies modernes grâce à un remarquable institut de recherche agronomique : l'EMBRAPA, dont la principale caractéristique est d'être décentralisé et spécialisé dans des recherches adaptées aux conditions régionales d'exploitation. Cette diffusion des progrès agricoles s'effectue dans des centres de vulgarisation dépendant de l'EMBRAPA. Aujourd'hui, afin de faire aboutir ce programme, le Brésil dispose d'environ 15 000 techniciens qui dispensent des conseils à plus d'un millions de producteurs eux-mêmes représentés dans 3 500 coopératives pour la diffusion du progrès technique.

Néanmoins, l'agriculture brésilienne continue à souffrir de l'absence d'un organisme spécifique de crédit agricole et des divisions de ses organisations professionnelles.

c) Les conditions naturelles.

Pour être tout à fait complet, il convient de mentionner que la richesse de la situation agricole du Brésil est compensée par deux types de difficultés.

En premier lieu, l'organisation des transports internes freine considérablement le développement de l'agriculture dans le Centre, notamment du fait de l'insuffisance et des défauts d'entretien du réseau routier asphalté ainsi que de la mauvaise répartition des ports.

Par ailleurs, la pluviométrie dans certaines zones d'agriculture est notoirement insuffisante à l'intérieur des Etats du Nordeste et du Centre-Ouest. De plus, le Brésil, compte tenu de sa latitude, peut être atteint par des sécheresses de très grande envergure dont les conséquences sont sévères. Afin de limiter les effets de l'irrégularité de la pluviométrie, les autorités brésiliennes ont lancé de grands programmes d'irrigation, notamment dans le Nordeste où près de 74 000 hectares ont été irrigués en cultures vivrières et d'exportations depuis dix ans, dans le bassin du fleuve San Francisco. Sur ce point, un projet soutenu par la Banque mondiale prévoit l'irrigation prochaine d'un million d'hectares dans les cinq prochaines années.

B. - L'ANALYSE PAR SECTEURS

L'analyse par secteurs de l'agriculture brésilienne fait apparaître une évolution de long terme : le recul de l'importance des cultures vivrières contraste avec le développement des cultures d'exportation et d'une industrie agro-alimentaire.

Ce phénomène qui pourrait apparenter le Brésil à un pays de monoculture extrême, subordonné aux variations des cours internationaux et forcé de recourir à des importations agricoles de type alimentaires, doit être tempéré par une constatation. Il a coïncidé avec une modernisation accélérée de ce que l'on pourrait appeler l'agriculture industrielle du Brésil. Il constitue par ailleurs une des sources principales de devises du pays.

ÉVOLUTION DES PRINCIPALES EXPORTATIONS BRÉSILIENNES DE PRODUITS AGRO-ALIMENTAIRES DE 1981 A 1984

(En millions de dollars.)

	1981	1982	1983	1984
Soja	3 191	2 096	2 564	2 566
Café	1 761	2 130	2 325	2 564
Cacao (fèves)		216	284	249
Sucre	1 062	559	541	586
Viande bovine		188	210	214
Jus d'orange	659	463	458	1 463
Divers	"	"	"	"
Total P.A.A.	9 740	8 160	8 940	10 400
Exportations totales	23 293	20 175	21 899	27 000
Pourcentage exportation P.A.A./export. tot.	42	40	41	39

Mais, dans le même temps, des arbitrages ont été effectués au détriment des cultures proprement alimentaires. En 1965 et 1985, les surfaces destinées au marché interne ont été accrues de 30 % alors que celles destinées aux cultures d'exportation l'ont été de 196 %. On remarquera également que cette différence

d'expansion de chacun de ces types de culture s'accompagne d'une diminution du rendement de certaines productions alimentaires : haricots - 24 %, manioc - 14 %, blé - 5,2 %, sur la période de vingt ans considérée.

SURFACE RÉCOLTÉE (1 000 ha).

	Culture Pour le marché interne	Cultures d'exportation
1965	18 413	5 798
1975	22 223	10 353
1984	24 832	16 162
1985	23 899	17 149

Dès lors la production qui a augmenté la valeur absolue a, pour certains produits, diminué par tête d'habitant.

PRODUCTIONS ALIMENTAIRES

(hors exportation)

(Millions de tonnes.)

	Riz	H. noir	P. terre	Lait	Oufs	Blé	Manioc	Vianées
1965	7 343,2	2 290	1 246	6,936	467	585	24 951	2 293
1975	7 779,4	2 225,2	1 653	10,049	460	1 788	26 118	3 314
1984	9 022	2 614	2 172	11,8	834	1 956	21 289	4 282
1985	9 019	2 547	1 989	11,4	930	4 247	23 073	4 112

Source : I.R.G.E., F.A.O., C.A.C.E.X., ministère de l'Agriculture et centre d'information du Gazeta Mercantil.

1° Le soja.

Il y a un quart de siècle, le soja et ses dérivés n'étaient pratiquement pas exploités au Brésil. Aujourd'hui, cette culture constitue, concurremment avec le café, la première source de devises agricoles du pays.

L'accroissement de la production a été très important à partir des années 70 -au début desquelles la production du Brésil ne représentait que 0,3 % des exportations mondiales d'huile de soja- pour atteindre aujourd'hui la moitié de celles-ci. En

parallèle, s'est développée une très importante industrie de trituration du soja qui est une des plus modernes du monde.

2° *Le café.*

A égalité avec le soja, le café demeure un des produits d'exportation essentiels de l'agriculture brésilienne puisqu'en 1984, les exportations ont rapporté 2,5 milliards de dollars au pays. Néanmoins, ce type de produit demeure à la fois sensible aux variations des cours internationaux et à des aléas climatiques (sécheresse ou gelée suivant les cas).

3° *Le jus d'orange.*

Le Brésil est aujourd'hui est le troisième producteur mondial d'oranges et a développé une industrie de produits concentrés qui, suivant les années, rapporte entre 700 millions et 1,4 milliard de dollars au pays - ceci surtout en fonction des aléas climatiques que peut connaître la Floride dans la mesure où les exportations brésiliennes sont actuellement très orientées vers le marché américain.

4° *La canne à sucre.*

La canne à sucre, qui était dès la fin du XVI^e siècle une des causes essentielles de la colonisation du Brésil et a constitué une monoculture pendant deux siècles, reste un des secteurs importants du développement agricole brésilien. En vingt ans, les surfaces exploitées ont été multipliées par deux et les rendements élevés de 50 %.

SURFACE RÉCOLTÉE

(1 000 ha).

	Culture pour le marché interne	Culture d'exportation
1965	18 413	5 798
1975	22 223	10 353
1984	24 832	16 162
1985	23 899	17 149

Mais l'accroissement de la production est inégale du fait du partage de l'exploitation entre de très grandes exploitations modernisées et de très petits producteurs.

5° La viande bovine.

Le cheptel brésilien a toujours été traditionnellement un des plus importants du monde. Mais son développement, qui se poursuit à un rythme soutenu, s'est accompagné de deux phénomènes. D'une part, la modernisation des procédés de sélection génétique et d'autre part la pénétration des marchés extérieurs. En 1985, le pays est devenu le troisième pays exportateur mondial, derrière la Communauté économique européenne et l'Australie.

Toutefois, il convient de noter que ce phénomène est source de tensions sur le marché intérieur et a impliqué, dans certains cas, que le Brésil réimporte de la viande pour satisfaire ses besoins de consommation interne.

6° Des secteurs déficitaires.

a) Le blé.

Le Brésil est fortement importateur de blé. Ce poste est devenu le deuxième secteur d'importation, après les hydrocarbures.

b) Les produits laitiers.

Paradoxalement, le Brésil est un importateur massif de produits laitiers (par exemple, suivant les années, de 50 à 90 000 tonnes de lait en poudre) alors qu'il possède le troisième cheptel laitier mondial et que sa production a été multipliée par deux, pendant les vingt dernières années.

Dans les faits, le pays n'est que le huitième producteur mondial de lait. Il y a deux raisons à cela. En premier lieu, sur un cheptel bovin de 119 millions de têtes, seules 16 millions de vaches sont traitées - ceci du fait du caractère extensif d'une très grande partie de l'élevage brésilien. Par ailleurs, le prix du lait a longtemps été fixé à un faible niveau afin d'encourager la production et l'exportation de viande. De plus, il convient de mentionner que de très grandes sécheresses, comme celle de 1985 dans le sud, peuvent être la cause d'une chute accentuée de la production laitière.

C. - LES ECHANGES AGRO-ALIMENTAIRES DU BRESIL AVEC LA COMMUNAUTE EUROPEENNE ET LA FRANCE

Le Brésil est un des premiers pays exportateurs en matière agro-alimentaire mais, dans le même temps, il est contraint de procéder à certaines importations non compressibles aux prix du marché mondial, en particulier en provenance des Etats-Unis, du Canada, de l'Australie et de la Nouvelle Zélande.

Le développement actuel de l'agriculture brésilienne, tout en n'excluant pas l'accroissement des productions vivrières, va rester axé sur les cultures d'exportation. Dans ces conditions, il est peu probable que le déséquilibre des échanges du Brésil, tant avec la Communauté européenne qu'avec notre pays, puisse être établi à brève échéance.

1) Le commerce agro-alimentaire C.E.E. - Brésil.

L'Europe est le deuxième fournisseur et le deuxième client du Brésil derrière les États-Unis. La pénétration des produits brésiliens est favorisée par les accords de préférence généralisés qui font qu'une très grande partie de ces exportations sont l'objet de franchises douanières ou n'acquittent que des droits inférieurs à 5 %.

C'est pourquoi les échanges entre les pays de la Communauté et le Brésil se font au détriment de l'Europe.

EXPORTATIONS C.E.E. VERS LE BRÉSIL

	1984		1985 millions ECU
	Millions ECU	Pourcentage	
Total (dont agro-aliment)	5 791,6	100	2 539,8
dont :			
- produits alimentaires et animaux vivants	36,6	1,3	
- boissons, tabac	17,2	0,6	
- graisses animales et végétales ...	0,5	-	

IMPORTATIONS DE LA C.E.E. EN PROVENANCE DU BRÉSIL

	1984		1985 millions ECU
	Millions ECU	Pourcentage	
Total (dont agro-aliment)	8 685,4	100	9 527,2
dont :			
- produits alimentaires et animaux vivants	4 238,6	48,8	
- boissons, tabac	315,7	3,6	
- graisses animales et végétales ...	88,6	1	

Source : Commission européenne.

2) Le commerce agro-alimentaire entre la France et le Brésil.

Pour l'essentiel, les flux commerciaux agro-alimentaires franco-brésiliens décalquent l'écart qui existe à l'échelon européen :

BILAN FRANCO-BRÉSILIEN

(En millions de francs.)

	Produits agricoles et alimentaires	
	1984	1985
Exportations	118	259
Importations	7 383	7 145
Solde	- 7 265	- 6 886
Taux de couverture	1,6 %	3,6 %

A cette réserve près que le taux de couverture de nos importations -très marqué par le poids des tourteaux de soja que la France importe, notamment lorsque les exportations américaines sont défailtantes- est particulièrement faible : 1,6 % en 1984, 3,6 % en 1985.

Le détail de ces échanges commerciaux en valeur est donné par le tableau suivant fourni par le Centre français du commerce extérieur :

	Valeurs		
	1984	1985	Variations en pourcentage
Principales importations agro-alimentaires françaises.			
Aliments pour animaux	4 616	4 103	- 11,1
- tourteaux de soja	4 570	4 036	- 11,7
- tourteaux d'arachide	5	16	+ 220
Café, thé, maté, épices	1 680	1 754	+ 4,4
- café	1 627	1 650	+ 1,4
Graisses et huiles	129	373	+ 189,1
Oléagineux, graines, fourrages	174	220	+ 26,4
- graines de soja	157	208	+ 32,5
Prép. et conserves fruits et légumes ...	163	169	+ 3,7
- jus de fruits et légumes	158	162	+ 2,5
Tabacs	151	144	- 4,6
Viandes et abats	112	138	+ 23,2
- viande bovine	64	63	- 1,6
Prép. alimentaires diverses	157	87	- 44,6
Principales exportations agro-alimentaires françaises.			
Céréales	"	92	"
- blé	"	92	"
Produits de la minoterie	65	91	+ 40
- orge	65	91	+ 40
Boissons	19	31	+ 63,2
- vins Hl.	16	26	+ 65,5
Graisses et huiles	0,1	25	+ 24 900

Deux postes contribuent particulièrement au déficit de la France : les tourteaux de soja pour animaux (de 4 à 4,5 milliards de francs suivant les années) et le café (de l'ordre de 1,7 milliard de francs chaque année).

Compte tenu des structures d'exploitation respectives des deux agricultures et des demandes de chacun des marchés concernés, il paraît peu envisageable de redresser un retour à l'équilibre de ces échanges sauf à envisager des contingentements d'importation.

Néanmoins, votre délégation a été frappée par la très faible présence des producteurs français sur le marché brésilien. Il ne serait probablement pas impossible d'accroître nos exportations dans certains secteurs si ceux-ci se lançaient dans une politique d'implantation commerciale durable.

CHAPITRE III

LES RELATIONS ECONOMIQUES **FRANCO-BRESILIENNES**

A. - LES ECHANGES FRANCO-BRESILIENS

Le Brésil représente pour la France un enjeu commercial important, à la fois en tant que fournisseur et comme marché d'exportation. Avec 10 milliards de francs d'importation, 5 milliards d'exportation, c'est notre premier partenaire commercial au sein des pays en développement non exportateurs de pétrole.

Tous pays confondus, le Brésil est notre seizième fournisseur, mais c'est le premier pour quelques approvisionnements importants; c'est notre vingt-septième client, mais un marché où nombre d'entreprises françaises réalisent une part importante de leur chiffre d'affaires à l'exportation.

Les tableaux suivants permettent d'établir un bilan des échanges commerciaux franco-brésiliens et de leur structure :

ÉCHANGES COMMERCIAUX DE LA FRANCE AVEC LE BRÉSIL

(En millions de francs.)

	1984	1985	1986	4 mois 1986	4 mois 1987
Importations françaises en provenance du Brésil	9 886	10 088	8 398	3 053	2 516
- Evolution en pourcentage	"	+ 2,0	- 16,7	"	- 18,9
- Part du Brésil dans les importations françaises en provenance d'Amérique latine	35 %	37 %	42 %	42 %	39 %
Exportations françaises vers le Brésil	4 891	3 563	5 232	1 346	1 379
- Evolution en pourcentage	"	- 27,1	+ 46,8	"	+ 2,4
- Part du Brésil dans les exportations françaises vers l'Amérique latine	24 %	20 %	29 %	25 %	27 %
Solde	- 4 995	- 6 525	- 3 166	- 1 708	- 1 137
Taux de couverture	49	35	62	44	54

STRUCTURE DES ÉCHANGES FRANCO-BRÉSILIENS EN 1986 (1)

	Importations Françaises		Exportations Françaises		Solde	Taux de couverture en pourcentage
	En valeur	En pourcentage	En valeur	En pourcentage		
Total	<u>8 398</u> (10 088)		<u>5 232</u> (3 563)		<u>- 3 166</u> (- 6 525)	<u>62</u> (35)
Agro-alimentaire	<u>6 153</u>	<u>73</u>	<u>780</u>	15	<u>- 5 373</u>	<u>12</u>
dont :	(7 281)		(262)		(- 7 019)	(3)
Tourteaux de soja	4 139	49				
café, cacao, fruits tropicaux	1 146	14				
(1 705)						
Produits industriels	<u>2 237</u>	<u>27</u>	<u>4 424</u>	<u>85</u>	<u>+ 2 187</u>	<u>187</u>
(2 793)		(3 234)			(+ 441)	(115)
Démi-produits	<u>1 265</u>	15	<u>1 648</u>	32	<u>+ 383</u>	130
dont :	(1 678)		(1 093)		(- 585)	(65)
Matières premières minérales	591	7				
(834)						
Métaux et travail des métaux	170		771	15	+ 601	454
(203)		(362)			(+ 159)	(178)
Produits chimiques et 1/2						
prod. divers	505	6	860	16	+ 355	170
(641)		(724)			(+ 83)	(112)
Produits élaborés	<u>972</u>	<u>12</u>	<u>2 776</u>	53	<u>+ 1 804</u>	285
dont :	(1 115)		(2 142)		(+ 1 207)	(192)
Biens d'équipements	183		2 178	42		
(110)		(1 602)				
Voiture automobiles et pièce						
détachées	100		423	8	+ 323	423
(149)		(289)			(+ 140)	
Biens de consommation (2)	654	8	168		- 486	25
(792)		(236)			(- 556)	(29)

Les chiffres entre parenthèses sont ceux obtenus en 1985.

(1) Seules les principales rubriques figurent dans ce tableau.

(2) A l'importation il s'agit de textiles et de cuirs et peaux préparés.

1) Structure et évolution des échanges commerciaux franco- brésiliens.

Les achats de la France au Brésil sont concentrés sur peu de produits. L'agro-alimentaire en représente les trois quarts dont 50 % pour le soja et 17 % pour le café. Pour ces deux produits, le Brésil est notre premier fournisseur. Il en est de même pour le minerai de fer.

Le reste des importations est constitué de produits textiles, de cuirs et chaussures, de produits chimiques de base et de pâte à papier.

Les exportations vers le Brésil sont constituées pour deux tiers de ventes de biens d'équipement professionnel.

En dehors de certains courants d'échange avec des filiales d'entreprises françaises, notamment dans le secteur de la chimie, **l'essentiel de nos ventes au Brésil se fait dans le cadre de grands contrats d'équipement financés à crédit**. Cette caractéristique résulte en particulier des règlementations brésiliennes d'importation qui protègent l'appareil industriel local, notamment dans le secteur des biens de consommation.

La part du marché brésilien d'importation s'élève à 3 % environ, ce qui place notre pays au **7e rang des fournisseurs** derrière, en particulier, la R.F.A. et le Japon.

En contrepoint, il convient de relever que nous enregistrons toutefois avec le Brésil notre **neuvième déficit bilatéral** tous pays confondus, et le premier avec les pays en développement non exportateurs de pétrole.

Les secteurs de fortes exportations sur le marché brésilien sont les suivants :

- les équipements hydro-électriques ;
- l'électronique professionnelle, avec en particulier le programme de couverture radar du pays (projet DACTA suivi par Thomson-CSF) dont plusieurs tranches sont en cours de réalisation ;

- la réalisation et l'électrification de réseaux de transports urbains et ferroviaires ;
- les équipements médico-hospitaliers de haute technologie ;
- les fournitures de navires et de plate-formes de forage.

Une partie de ces contrats a été financée sur protocoles intergouvernementaux. De ce fait, le Brésil a été au cours des six dernières années un de nos premiers partenaires quant au volume des contrats financés sur crédits d'aide.

2) L'évolution récente des relations bilatérales.

Les dernières statistiques françaises disponibles, qui portent sur l'ensemble de l'année 1986, montrent une nette amélioration de nos échanges avec le Brésil. De 35 % en 1985, notre taux de couverture est passé à 62 % en 1986, nos exportations progressant de 46,8 %, alors que nos importations diminuaient de 16,7 %. Notre déficit, qui s'est élevé en 1985 à un peu plus de trois milliards de francs, s'est réduit de moitié par rapport à l'année précédente.

Ces bons résultats sont évidemment liés à l'évolution de la conjoncture brésilienne au cours de l'année 1986, et les principaux concurrents de la France ont également connu une poussée sensible de leurs ventes sur le marché brésilien. Toutefois, notre performance apparaît comme satisfaisante par rapport à celles des autres partenaires commerciaux du Brésil. Sur les 10 premiers mois de 1986, la part française du marché brésilien à l'importation a atteint 3,71 % (contre 2,34 % sur la même période de 1985).

Autre statistique encourageante, la croissance des exportations sur le Brésil n'est pas limitée à quelques secteurs, mais apparaît comme un phénomène général. Nos exportateurs ont su profiter des achats exceptionnels de produits alimentaires effectués par le Brésil en 1986 (triplement de nos exportations de produits agro-alimentaires, avec en particulier 450 millions de francs de ventes de viande), mais également de la croissance de la consommation dans tous les secteurs : les ventes de produits

intermédiaires sont passés de 1090 millions de francs à 1650 millions de francs (avec notamment une forte croissance des ventes de produits sidérurgiques qui ont dépassé 300 millions de francs) et les exportations de biens d'équipement enregistraient également de bons résultats, avec un taux de croissance de 35 %. Au sein des biens d'équipement, ce sont les appareils de radiologie et d'électronique médicale, les matériels électroniques professionnels et des équipements aéronautiques qui ont connu les progressions les plus fortes.

S'agissant de nos achats de produits brésiliens, la diminution porte également sur l'ensemble des postes, et reflète à la fois la diminution des excédents exportables provoquée par la surchauffe du marché interne et surtout les mauvaises performances pour certains produits de base qui constituent l'essentiel des exportations brésiliennes vers la France (- 37 % pour le café, - 6 % pour les tourteaux de soja).

Il est encore trop tôt pour faire des prévisions sur nos résultats en 1987, mais il est probable que la France rééditera difficilement les performances de 1986, en raison notamment du gel de la conjoncture interne brésilienne et des mesures de restriction des importations décidées par les autorités locales.

B. ◦ LES INVESTISSEMENTS FRANÇAIS AU BRÉSIL

Alors qu'au cours des années 70, les investissements français au Brésil s'étaient accrus de 34,3 millions de dollars à 676 millions de dollars, passant de 2,3 % à 4,2 % du total des investissements étrangers dans le pays, sur les cinq dernières années (1980-1984) on enregistre une stagnation de leur montant et une diminution de leur part relative :

(En millions de dollars.)

	1980	1981	1982	1983	1984 (30.06)
Investissements totaux (stock)...	17.480	19.247	21.176	22.302	22.856
Évolution en pourcentage	+ 5,5	+ 10,1	+ 10,0	+ 5,3	+ 2,5
Investissements français (stock)...	702	682	727	705	738
Évolution en pourcentage	+ 3,8	- 2,8	+ 6,6	- 3,0	+ 4,7
Part en pourcentage du total ...	4,0	3,5	3,4	3,2	3,2

La France est ainsi passée du 6ème rang, qu'elle occupait en 1979 et 1980 (après les Etats-Unis, l'Allemagne fédérale, le Japon, la Suisse et la Grande-Bretagne) au 9ème rang au 30 juin 1985 (dernière statistique disponible). Durant cette période, elle a été dépassée par le Canada (son concurrent historique à la 6ème place, avec de fréquentes alternances), mais aussi par l'Italie (dont la présence a augmenté brusquement de 51 % en 1983) et par le Panama -témoin de la montée en puissance, parmi les pays investisseurs au Brésil, des "pavillons de complaisance".

La composition de l'investissement français au Brésil fait une place plus large que la moyenne aux réinvestissements :

	1980	1981	1982	1983	1984
<i>Total :</i>					
Investissements directs en pourcentage	68,6	70,3	69,1	69,7	70,6
Reinvestissements en pourcentage	31,4	28,7	30,9	30,3	29,4
100 % = (Inv. étranger total) ..	(17.480)	(19.427)	(21.176)	(22.302)	(22.850)
<i>France :</i>					
Investissements directs en pourcentage	54,3	61,4	58,2	60,0	59,4
Reinvestissements en pourcentage	45,7	38,6	41,8	40,0	40,6
100 % = (Inv. français total) ...	(702)	(682)	(727)	(705)	(738)

Bien que cette tendance s'atténue au cours de la période, la présence française se stabilise à environ 60 % d'investissements

directs et 40 % de réinvestissements, contre respectivement 70 % et 30 % pour l'ensemble des investissements étrangers au Brésil.

A titre de comparaison, au 30 juin 1984, ces ratios sont de 63,8 % - 36,2 % pour les Etats-Unis, 74,6 % - 25,4 % pour la R.F.A., 88,7 % - 11,3 % pour le Japon ; et à l'inverse, de 59,2 % - 40,8 % pour la Suisse et de 51,3 % - 49,7 % pour la Grande-Bretagne.

La présence française est plus faible que la moyenne dans le secteur primaire et l'industrie de transformation (1,4 % et 54,5 % respectivement, contre 3,9 % et 74,3 % pour l'ensemble) ; à l'inverse, elle est plus forte que la moyenne pour ce qui est des services (41,6 % contre 19,8 % pour l'ensemble), en particulier dans la banque (13 % contre 3,3 %) et dans les activités de conseil, représentation, participations et administration de biens (19,9 % contre 9,7 %).

Outre les deux secteurs précités dans les services, les points forts de la présence française dans les investissements étrangers au Brésil sont l'industrie chimique (15,9 % au total contre 12,9 % pour l'ensemble, essentiellement par la Rhodia, premier investisseur français au Brésil (avec près de 150 millions de dollars), les matériaux de construction (Saint-Gobain-Pont-à-Mousson, présente dans le fibrociment : Brasilit, et le verre : Santa Marina) et l'alimentation (Carrefour).

Du côté des banques, il faut citer le Crédit lyonnais (Banco Frances e Brasileiro, Credibanco), la banque Sudameris-France (groupe Sudameris Brasil) et la Société générale (SOGERAL).

On signalera également, sans que cette liste soit, et de loin, exhaustive, les compagnies d'assurances Brasil de Seguros Gerais (AGF) et Uniao Continental de Seguros (UAP).

A l'inverse, la présence française est particulièrement faible dans la sidérurgie-métallurgie (2,6 % contre 7,8 % pour l'ensemble), l'électro- électronique et le matériel de communications (2,7 % contre 8 %) et l'automobile (0,9 % de l'investissement français alors que ce secteur représente 12,2 % de l'investissement étranger au Brésil).

Il faut enfin souligner que les statistiques ne rendent compte que des investissements français enregistrés "sous pavillon français". L'existence de nombreux investissements enregistrés sous "pavillons de complaisance" (paradis fiscaux ou autres) baisse en données.

C. - LA COOPERATION TECHNIQUE FRANCO-BRESILIEUNE

Organisée par l'accord de coopération scientifique et technique de 1967, la coopération bilatérale au développement est contractualisée paritairement entre le Brésil et la France. Les programmes conjoints et co-financés sont définis annuellement et reposent sur des projets liant formation, recherche et développement touchant de nombreux secteurs économiques du Brésil : agriculture et développement rural, santé, énergie, industries de pointe (aéronautique, électronique), environnement, transports urbains, aménagement régional, etc...

Un accent important est mis sur la formation supérieure et professionnelle dans le cadre d'accords inter-universitaires et grâce à d'autres accords liant les grandes écoles d'ingénieurs françaises avec leurs contreparties brésiliennes.

Le programme implique toutes les régions du Brésil, des moins développées (Nordeste, Centre-Ouest, Amazonie) aux plus développées (Sud). La plupart des grandes institutions publiques françaises sont concernées.

Des liaisons étroites existent d'une part avec les actions non gouvernementales dans les régions déshéritées, et d'autre part avec les actions de coopération économique et commerciale dans les secteurs industriels importants.

Le programme global évolue aujourd'hui de façon très positive, en s'ajustant aux nouvelles priorités du gouvernement brésilien.

1) Orientations générales.

Les secteurs prioritaires définis conjointement sont :

- la formation ;
- l'agriculture et le développement rural ;
- les transports et communications ;
l'aéronautique et l'espace ;
- la santé.

Les projets recouvrent, selon le cas :

- des actions directement liées à l'aide au développement, pouvant se traduire au sein d'opérations d'intérêt mutuel (retombées pour nos partenaires africains), bénéficiant de la richesse des milieux et des terrains d'expérimentation, intéressant quelques secteurs prioritaires (développement rural, santé publique...);

- des actions de formation et de coopération dans les domaines technologiques (télécommunications, aéronautique, informatique...). Il s'agit de renforcer la capacité d'accueil technologique et de former des cadres brésiliens connaissant le potentiel français. D'autre part, des actions de formation sont directement liées au renforcement du niveau des universités brésiliennes par la formation de formateurs (accord CAPES/COFECUB) au sein de disciplines prioritaires, mettant à contribution les universités françaises ;

- des échanges scientifiques de haut niveau et la mise en oeuvre de programmes de recherche conjoints. Nos partenaires brésiliens disposent d'équipes de qualité dans divers secteurs qui ont des relations avec le potentiel scientifique français.

2) Projets et programmes : actions en cours et perspectives.

L'Accord CAPES/COFECUB, qui lie universités françaises et universités brésiliennes, a connu une évolution considérable au cours des dernières années. Il recouvre un programme modèle, qui permet la constitution d'équipes d'enseignants chercheurs brésiliens, à partir de projets thématiques d'intérêt commun. D'abord tournés vers le renforcement des universités du Nord-Est, les échanges ont progressivement concerné les universités du Sud, en améliorant la qualité des relations, mais en s'éloignant des premières perspectives liées au développement des régions déprimées. Une valorisation plus effective de ces programmes est aujourd'hui prioritaire.

Les échanges scientifiques et technologiques correspondent à des thèmes prioritaires pour les deux communautés et peuvent impliquer des partenaires de la recherche publique ou privée et de la technologie. Ces échanges s'effectuent dans le cadre d'opérations pluri-annuelles dans lesquelles s'engagent des universités, des centres de recherche et des grands organismes (C.N.R.S., I.N.S.E.R.M., C.N.E.S., C.N.E.T., C.E.A., ...).

Les sciences humaines et sociales, les sciences exactes suscitent régulièrement des projets scientifiques de très bon niveau. Les échanges technologiques se développent en harmonie avec les opérations à caractère technico-économique : l'espace, l'informatique et les télécommunications, l'innovation technologique (chimie fine, nouveaux matériaux, composants électroniques) et plus récemment les biotechnologies liées à la santé ou à l'alimentation. Une forte tradition de collaboration médicale se perpétue, mais pourrait être encore plus développée au niveau de la recherche (immunologie, génie biologique et médical, informatique médicale).

CONCLUSIONS

A l'issue de sa mission, votre délégation souhaite présenter plusieurs observations.

1°) Le Brésil s'est endetté fortement mais est probablement un des pays au monde qui a su le mieux bénéficier de cet endettement pour financer son développement.

Sur ce point, votre mission a mesuré les progrès spectaculaires effectués par un pays qui appartenait, il y a vingt ans, au tiers monde et qui est aujourd'hui la huitième puissance économique mondiale.

2°) Malgré son niveau élevé de développement, le Brésil est dans une situation difficile.

Dans cette situation, les investissements que notre pays effectuera - comme le Japon le fait - seront rentables à double titre : économiquement et diplomatiquement.

Le développement de la coopération franco-brésilienne devrait être un des objectifs de nos relations extérieures, à l'égard d'un pays qui sera probablement une des puissances au premier rang du XXIème siècle.

3°) La France bénéficie au Brésil de liens d'amitié très anciens - mais surtout marqués en matière culturelle. Le Brésil héberge le premier réseau d'alliances françaises au monde. A Manaus, par exemple, plusieurs dizaines de milliers d'élèves apprennent le français.

Mais le drapeau - contrairement à la formule consacrée - précède trop souvent le commerce. En dépit de quelques exceptions brillantes, votre mission a été frappée par le manque

de présence des industriels français qu'il s'agisse de la vente de produits, de la maintenance ou de l'investissement direct.

Ce problème, qui n'est pas propre au Brésil, conditionne largement notre politique d'exportation. Il serait souhaitable d'examiner les moyens de remédier à cette carence.